



PT_r-MMM-PMSD

Alliance toujours « on » à ce stade

- Xavier Luc Duval : « Ce n'est pas uniquement au PMSD d'apporter des solutions »
- Paul Bérenger : « Sa qualité MSM pe courtise PMSD montrer ki zot konné z'affair pa bon »
- Edito : Une question de crédibilité

La Financial Crimes Commission opérationnelle depuis vendredi

Réenregistrement
des cartes SIM

Ivor Tan Yan :

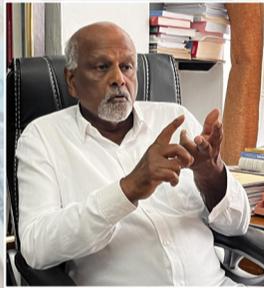
« On espère
obtenir une
décision
favorable avant
la date butoir »

Rapport de l'audit

Les gaspillages à gogo se poursuivent

Narendranath Gopee, syndicaliste

« La mauvaise utilisation des
fonds publics relève d'une offense
criminelle et doit être sanctionnée »



Hausse du prix des médicaments

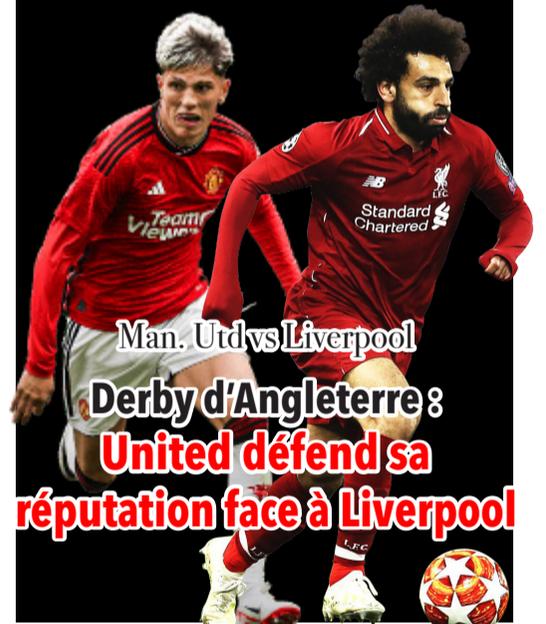
Sahebodin Mosadeq :

« Le gouvernement ne se
soucie pas de la souffrance
des consommateurs »



État des rues à Vallée-des-Prêtres

« Pas la veille élections
pou vin coltar chemin »,
avertissent les habitants



Man. Utd vs Liverpool

Derby d'Angleterre :

**United défend sa
réputation face à Liverpool**

Téléchargez

vosre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Chisty Shifa Clinic



EID MUBARAK



Address : Labourdonnais Street,
Port-Louis

Tel : (230) 211 5157
(230) 211 5181
(230) 211 7559

Fax : (230) 211 4647

Email : info@chistyshifaclinic.com

Website : www.chistyshifaclinic.com

La Financial Crimes Commission opérationnelle depuis vendredi

La 'Financial Crimes Commission Act' (FCC Act) a été promulguée le 29 mars dernier. De ce fait, l'Independent Commission Against Corruption' (ICAC), l'Asset Recovery Unit' (ARU) et l'Integrity Reporting Services Agency' (IRSA) n'existent plus. Désormais, c'est la FCC qui sera chargée des affaires de crime économique, de fraude et de corruption. Comme on le prévoyait, le nom de Navin Beekarry, qui était à la tête de l'ICAC, a été proposé au président de la République, ainsi que celui de quatre commissaires pour l'organisme. Dans un communiqué publié mardi après-midi, la FCC a informé le public que la commission est opérationnelle, alors que l'ICAC, l'IRSA et l'ARU ne le sont plus. Les locaux de l'ancienne ICAC, situés au Réduit Triangle, seront utilisés, et toute correspondance devra être adressée à cette adresse.

Cette commission a suscité la polémique lors des débats à l'Assemblée nationale en décembre dernier. Le leader de l'opposition, Xavier Luc Duval, avait formellement objecté à ce que Navin Beekarry occupe le poste de directeur général de la FCC. Les pouvoirs de cette instance sont divisés. « Ce ne sera pas comme feu l'ICAC ; auparavant, la commission anti-corruption devait obtenir au préalable la permission du commissaire de police pour procéder à une arrestation, mais désormais, la FCC dispose de tous ces pouvoirs », explique un ancien officier de l'ICAC qui craint des abus de pouvoir ou que la FCC puisse être utilisée comme un outil politique.

Depuis vendredi, les locaux de l'ICAC ont été transformés en quartier général de la FCC. Cependant, le flou persiste quant au sort des employés de l'IRSA et de l'ARU. « Nous pas conner ki pou faire, eski nous bizin ale Réduit ou sa nous bizin reste emplas », confient-ils. Le département d'enquête de l'ICAC sera conservé pour la FCC. D'ailleurs, de nombreux dossiers étaient en suspens à l'ICAC, les enquêtes n'ayant pas encore été complétées.

Bien que Navin Beekarry n'ait pas encore été nommé à la tête de la FCC, il supervise, en tant qu'ancien DG de l'ICAC, les opérations, assisté de sa garde rapprochée. Selon cette dernière, sa nomination ne serait qu'une question de jours. Convaincus qu'il sera nommé, ils font tout leur possible pour rester dans ses bonnes grâces afin de conserver leur place au sein de la FCC. La semaine prochaine devrait apporter plus de clarté sur l'évolution de la FCC. Rappelons aussi que la FCC fait l'objet d'une plainte constitutionnelle de la part du bureau du DPP.

Réenregistrement des cartes SIM

Ivor Tan Yan : « On espère obtenir une décision favorable avant la date butoir »

L'affaire du réenregistrement des cartes SIM se poursuit. C'est la cheffe juge qui l'a prise en main et elle a été appelée en cour le lundi 1er avril pour entendre la plainte constitutionnelle, qui vise à contester la constitutionnalité des nouveaux règlements enjoignant aux détenteurs de cartes SIM de réenregistrer leurs cartes. Ivor Tan Yan, contestant cette décision du gouvernement, affirme que cela lève l'obligation pour les opérateurs de protéger les informations de leurs clients, et avance que, selon la 'Data Protection Act', les données des individus ne peuvent être transmises sans leur autorisation.

Le contestataire revient sur le rapport Lam Shang Leen qui explique que cette démarche du gouvernement vise supposément à lutter contre le trafic de drogue dans le pays. Il martèle toutefois que ce rapport ne mentionne à aucun moment le réenregistrement des cartes SIM des citoyens à Maurice. En ce qui concerne la protection des données et des droits fondamentaux, Ivor Tan Yan estime que, parce qu'un faible pourcentage de la population est impliqué dans le trafic de drogue, cela ne justifie en aucun cas le fichage de la population.

Selon notre interlocuteur, il existe d'autres moyens de retracer les trafiquants de drogue. En premier lieu, l'une des recommandations du rapport pour retracer les trafiquants est le contrôle de la zone maritime entourant le pays. Il affirme que bloquer l'accès des trafiquants

est un moyen d'empêcher l'entrée de la drogue dans le pays.

En deuxième lieu, selon lui, il faut contrôler le financement de la drogue, en particulier l'achat des substances. Pour l'activiste, cela ne coûte pas grand-chose à l'État de revoir ces recommandations plutôt que d'imposer des lois aux opérateurs pour révéler les données des utilisateurs. « Il n'y a pas lieu d'adopter de nouvelles lois. Ces éléments auraient pu être mis en œuvre au lieu de mettre la pression sur toute la population pour qu'elle réinscrive ses cartes SIM. Le refus de réenregistrement des cartes SIM de la part de la population mauricienne démontre qu'elle ne fait pas confiance au gouvernement quant à l'utilisation des données par celui-ci », dit-il.

Ivor Tan Yan affirme que cette initiative du gouvernement aura un effet néfaste sur la vie des Mauriciens, car le gouvernement pourra avoir accès à leurs activités à travers les données. « L'affaire a été appelée ce lundi 8 avril. Cette fois-ci, aucun renvoi ne serait toléré selon la cheffe juge lors de la séance du 1er avril. Cependant, les parties devront finaliser l'exercice de questions et réponses le 8 avril 2024 », rappelle-t-il. Il espère obtenir un jugement favorable avant le 30 avril, date butoir pour le réenregistrement des cartes SIM fixée au 30 avril 2024. « L'affaire qui a été déposée est là pour rappeler à l'État qu'il a le devoir de respecter les droits et libertés fondamentaux des citoyens », conclut-il.

Rapport de l'audit

Les gaspillages à gogo se poursuivent

Mahend Gungapersad : « Le ministère de l'Éducation a failli dans ses tâches »

Mahend Gungapersad, député travailliste, tient à saluer le travail du directeur de l'Audit qui n'a pas seulement pris le temps de mettre en lumière les failles financières, mais également les lacunes sur le plan pédagogique au détriment des enfants. Il souligne qu'il existe des problèmes persistants et sérieux au sein du ministère de l'Éducation, mais que cette fois-ci, les dénonciations proviennent du directeur de l'Audit et sont mentionnées dans son rapport. Que ce soit au niveau des livres, des laboratoires ou de la construction des établissements, il mentionne des failles significatives. « À la page 96, il est fait mention de l'état déplorable de nos laboratoires dans les State Secondary Schools (SSS). Non seulement les laboratoires ont été critiqués, mais également les équipements et les meubles », dit-il. Selon lui, les requêtes qui ont été faites depuis deux ans n'ont pas encore été concrétisées. Pour le député rouge, cela démontre à quel point le ministère de l'Éducation a failli dans ses tâches.

Même l'Extended Programme' a été un échec total selon lui. « Il s'agit d'une réforme que la ministre de l'Éducation voulait apporter pour améliorer le système, mais le directeur de l'audit constate un 'high rate of failure' », ajoute-t-il. Il déplore le manque de 'comprehensive review' du programme, qu'aucun indicateur clé

n'ait été mis en place, et que les détails du coût ne soient pas disponibles. « Il y a un fort taux d'absentéisme et d'abandon, un manque de facilitateurs ainsi que l'absence d'un examen approfondi du programme », conclut-il.

Ritesh Ramful : « Les gaspillages de fonds publics continuent »

Pour le député du PTr, les gaspillages de fonds publics continuent sous ce gouvernement. Selon lui, les ministères et les départements ne sont pas performants dans leurs tâches. « Les lois et règlements de la 'Finance and Audit Act' n'ont pas été respectés, et certains ministères n'ont pas publié leur rapport annuel », déclare-t-il. Il critique catégoriquement les endettements de la CWA et de la 'Waste Management Authority'. Concernant le secteur de l'Éducation, le député évoque de véritables échecs et insiste sur le fait que la ministre a failli dans ses tâches. Selon lui, il y a de nombreuses lacunes décrites dans ce rapport. Alors que le gouvernement mène un combat contre la drogue, des défaillances sont également constatées à un certain niveau, comme le fait que les trois navires de la 'National Coast Guard' ne sont pas opérationnels. Ritesh Ramful se demande donc comment le gouvernement peut mener ce combat contre la drogue alors qu'il n'y a pas d'ordre au sein du gouvernement. « Il est indéniable que la drogue continue de gagner du terrain dans le pays », estime-t-il.

Radhakrishna Sadien : « Il est grand temps de demander des explications face à ces gaspillages »

Radhakrishna Sadien souligne, pour sa part, que chaque année, le rapport de l'audit met en évidence les gaspillages, mais que rien n'est fait pour remédier à la situation. Il plaide pour que des sanctions soient prises contre ceux qui n'ont pas rempli correctement leurs fonctions, et avance que la 'State and Other Employees Federation' a eu une rencontre avec le 'Public Accounts Committee' l'année dernière pour évoquer une série de propositions. « Il n'est pas normal que chaque année, le rapport de l'audit critique les mauvaises pratiques mais qu'aucune action ne soit entreprise pour remédier au problème. Les responsables du gouvernement doivent assumer leurs responsabilités. Il est grand temps d'identifier où se situent les problèmes pour apporter des changements. Alors que des milliards sont dépensés mais que les projets restent non concrétisés. Je suis pour la création d'un comité national afin que non seulement les parlementaires, mais aussi les sociétés civiles, puissent réagir aux manquements et prendre des mesures fermes. On ne peut pas en rester là chaque année. Il est grand temps d'apporter des changements dans le pays », avance Radhakrishna Sadien.

Rajen Narsinghen : « Il est trop facile pour les ministres de se soustraire à leurs responsabilités »

Le retard dans la publication de ce rapport

avait déjà suscité des révélations accablantes, affirme Rajen Narsinghen. Selon lui, il est malheureux de constater que d'année en année, les éléments dans ce rapport restent les mêmes. Malgré l'alerte donnée, il y a toujours d'importants gaspillages. Même s'il y a eu beaucoup de pression sur les membres du bureau de l'audit, le rapport demeure accablant, démontrant que le gouvernement a failli sur tous les plans, dans tous les ministères. Il qualifie cela de très grave. Il est d'avis que le futur gouvernement doit introduire une loi sur la responsabilité fiscale afin que des sanctions sévères soient prises contre ceux ne respectant pas la loi comme il se doit. « Il est trop facile pour les ministres de se soustraire à leurs responsabilités », conclut-il.

Jayen Chellum : « Le gouvernement n'a pas su rectifier le tir »

Selon Jayen Chellum, il est évident que le dernier rapport de l'audit a mis en lumière d'importants manquements dans la manière dont le gouvernement dépense l'argent et met en œuvre ses projets. Le secrétaire de l'Association des Consommateurs de l'Ile Maurice déplore la façon dont le gouvernement a assumé ses responsabilités pendant son mandat. « Cela démontre clairement que malgré les mises en garde du rapport de l'audit concernant les manquements et les gaspillages, le gouvernement n'a pas su rectifier le tir. C'est préoccupant pour la population », affirme-t-il.

Paul Bérenger :
**« Sa qualité MSM pe courtise PMSD
montrer ki zot konné zaffair pa bon »**



Lors de la conférence de presse du MMM ce samedi matin, Paul Bérenger s'est attardé sur la répartition des tickets pour les prochaines élections générales, soit 35-17-8. Cette répartition, a-t-il avoué, n'est pas satisfaisante. N'empêche qu'il ne veut pas s'y attarder, préférant plutôt se concentrer sur l'avenir du pays. La priorité, a insisté Paul Bérenger, est de déboulonner le MSM du gouvernement. D'ailleurs, a-t-il ajouté, il donne le bénéfice du doute à Navin Ramgoolam à l'effet qu'il n'a pas voulu mettre les autres leaders devant le fait accompli.

Le leader des mauves a ajouté que le PTr et le MMM ont tout fait que l'alliance continue, se consolide, et que tous les détails puissent être finalisés. Ils pensaient que c'était en bonne voie jusqu'à ce que le fils de Xavier Luc Duval, Adrien, déclare que huit tickets ce n'était pas assez pour le PMSD. « *Ena ban kitsoz kinn irrite ban militants : critiques, provocations (photo avec Patrick Belcourt)...* », a-t-il regretté. Il a néanmoins souhaité que l'alliance puisse se poursuivre. « *Sa qualité MSM pe courtise PMSD montrer ki zot konné zaffair pa bon* », a-t-il soutenu. Et d'ajouter que « *si demin PMSD décide pou aller, nou parer mais nou pa souhaiter. Si PMSD kit l'alliance li condamner pu al mort avec MSM mais nou pa souhaite sa* ».

**Xavier Luc Duval : « Ce n'est pas uniquement
au PMSD d'apporter des solutions »**

La formule de répartition des tickets 35-17-8 au sein de l'alliance de l'opposition PTr - MMM - PMSD n'a jamais été finalisée, a annoncé le leader du PMSD, Xavier Luc Duval, lors d'un point presse le samedi 6 avril. Il a précisé que cela avait été proposé mais pas confirmé.

Le leader des bleus souhaite que tout soit réglé au plus vite. « *Nous souhaitons que le PMSD puisse influencer le cours des choses dans un prochain gouvernement. Nous ne sommes pas des vases à fleurs* », affirme XLD. Il avance qu'il y a eu des discussions sur des propositions avec les deux leaders, Navin Ramgoolam et Paul Bérenger, et qu'il souhaite que cela se poursuive et que tout soit finalisé au plus vite en vue du meeting du 1^{er} mai. Il insiste sur le fait que ce n'est pas seulement au PMSD de trouver la solution mais à tout le monde. Il a



qualifié la réunion qu'il a eue Adrien Duval avec Navin Ramgoolam de « *très positive* ».

Xavier Luc Duval a aussi déclaré qu'il ne voulait déclarer la guerre à qui que ce soit. Il a vivement démenti les rumeurs éventuelles d'un accord avec le régime actuel. « *Nous en lialians a trois nous bizin gagne ban point pou amen sa* », lance-t-il. Il prévoit une rencontre avec le leader du Reform Party, Roshi Bhadain, ce lundi. XLD a par ailleurs fait ressortir qu'il ne voit aucune raison de démissionner en tant que leader de l'Opposition, alors que l'alliance est tous près du but. « *Mone faire travail la pendant 3 ans aster kan arrive lor but mo pou ale demissioner ?* », interroge-t-il.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Une question de crédibilité

discuter de répartition des tickets. Surtout lorsqu'on est déjà en campagne pré-électorale.

La répartition 35-17-8 n'a pas séduit le MMM, et encore moins le PMSD. Paul Bérenger a exprimé son insatisfaction publiquement hier, mais a néanmoins choisi de placer les intérêts du pays avant ceux de son parti. Quant au PMSD, la pilule lui semble être plus difficile à avaler. De la voix de son leader, Xavier Luc Duval, et auparavant de son fils Adrien, les bleus veulent avoir plus de considération. Même si jusqu'ici, l'alliance PTr-MMM-PMSD est toujours on, elle reste néanmoins compromise. La situation n'a pu être décantée, en dépit d'une rencontre « *franche et amicale* » du fils Duval avec le leader du PTr vendredi, qualifiée d'ailleurs de « *très positive* » par le leader du PMSD, hier. Toujours est-il que c'est le statu quo du côté du PMSD. Une situation malheureuse qui agrmente le suspense et la tension. En face d'eux, c'est Pravind Jugnauth qui doit rire jusqu'aux oreilles, la situation actuelle jouant plus en sa faveur, et faisant perdre des points à l'opposition parlementaire.

La solution, soutient Xavier Duval, doit être trouvée par les

trois partis, et non seulement par le PMSD. Toujours est-il que le dilemme est beaucoup grand pour les bleus. En l'absence d'une solution acceptable pour le PMSD, il s'exclura automatiquement de l'alliance parlementaire. Et puisqu'une coalition avec les autres partis extra-parlementaires ne lui mènera nulle part, il devra alors s'allier de nouveau avec le MSM, comme il l'avait fait en 2014. Or, si un tel scénario devait se réaliser, c'est la crédibilité de Xavier Duval qui sera écorchée vive. Comment va-t-il convaincre son électorat et la population de sa bonne foi alors qu'il avait mis un terme à son alliance avec le MSM en démissionnant du gouvernement en décembre 2016 avec en toile de fond le 'Prosecution Commission Bill' ? D'autant que la 'Financial Crimes Commission', une 'Prosecution Commission' bis qu'il a lui-même critiquée, vient d'entrer en opération ? Difficile de croire que les électeurs avaleront une telle couleuvre. Sans oublier que le leader de l'opposition a objecté formellement à la nomination de Navin Beekarry à la tête de la FCC.

Pour corser l'addition, le PMSD risque de connaître une nouvelle hémorragie, comme celle causée par le départ de Salim Abbas

Mamode en avril 2021. Cette fois-ci, le dommage pourrait être encore plus conséquent, avec au moins deux de ses quatre députés qui risquent de claquer la porte du parti, ne se voyant pas comme alliés du MSM qu'ils ont tant critiqué et décrié. Des défections dont la basscour bleue peut se passer. « *Le PMSD pourrait effectivement obtenir trois fois plus de tickets chez le MSM. Mais avec trois fois moins de chances de faire élire ses candidats* ». Cette observation faite par Jean Claude de l'Estrac dans l'Express du 25 mars 2024 doit pousser le PMSD à la réflexion. Surtout au moment où certains veulent être récompensés par un ticket pour leurs sacrifices consentis en 2016 en démissionnant du gouvernement. Ces derniers n'avaient-ils pas eu de tickets en guise de récompense lorsqu'ils étaient en alliance avec le PTr aux élections de 2019 ? Cet argument, avouons-le, ne convainc pas.

Cependant, rien n'est encore perdu. La raison et l'intérêt public doivent prévaloir sur les états d'âmes. Il y va de l'avenir du pays. Une solution doit être trouvée dès cette semaine pour que les préparatifs en vue du meeting du 1^{er} mai, prévu dans trois semaines, puissent être abordés avec plus de sérénité. Le temps presse.

UP

Azize Asgarally

Azize Asgarally, un homme polyvalent et respecté, nous a quittés le mardi 2 avril, laissant dans le deuil le monde de la politique et du théâtre. Enseignant, dramaturge et politicien, il a marqué chaque domaine de son empreinte. Son intellect et ses œuvres théâtrales resteront gravés dans les mémoires. À tous ceux qui pleurent sa perte, nos sincères condoléances.



A ÉTÉ DIT



« Alors que nous sommes signataires de la Convention des Nations unies, à aucun moment la loi ne considère l'aspect humain. Ce projet de loi (NDLR : *Protection and Promotion of the Rights of Persons with Disabilities Bill*) est rétrograde et primitif. En aucune façon il ne me protège. Je demande un amendement à la constitution pour éviter la discrimination des personnes en situation de handicap, notamment à travers l'utilisation du terme 'invalide' dans différents textes de loi. »

Coomara Pyaneandee
Radio Plus - Au Cœur de l'Info
1^{er} avril 2024

C'EST ÉCRIT

"The Muslim fasting, for a month, with nothing by mouth between dawn and dusk, is a light sacrifice compared with the near famine in Gaza. Unlike the innocent victims of war there, we can feast on plenty after our fasting, in the evenings and in the mornings. We continually enjoy running water from the taps in every house, food and other drinks from our own fridges, freezers and store cupboards and from the piled-up shelves of our supermarkets. Whilst in Gaza, they have no water, no electricity, no working sanitation, no full store cupboards, no hope of finding a supermarket open, no pharmacies nor safe, well-supplied hospitals. Even the international aid programmes are continually blocked as famine, untreated injuries wounds, untended chronic illness and disease spread."



Dr. J L Yahya Roberts
L'express
2 avril 2024

DOWN

Système éducatif



Le rapport accablant du National Audit Office révèle, entre autres, l'incompétence manifeste de la ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun. Les conclusions mettent en lumière une gestion défectueuse des projets éducatifs, avec des millions de roupies gaspillées dans des chantiers inachevés et des programmes inefficaces. Ces problèmes dénotent un manque de planification et de suivi, mettant en péril l'éducation des jeunes. Il est impératif que des mesures correctives soient prises rapidement pour remédier à cette situation désastreuse.



QUI S'EN SOUCIE ?



Le manque de drains dans la rue Market Road, à Goodlands, préoccupe les habitants. Ces derniers déplorent le fait qu'à chaque fois qu'il pleut, il y a des accumulations d'eau à l'entrée de la rue, causant des désagréments aux usagers. Avis aux autorités !



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

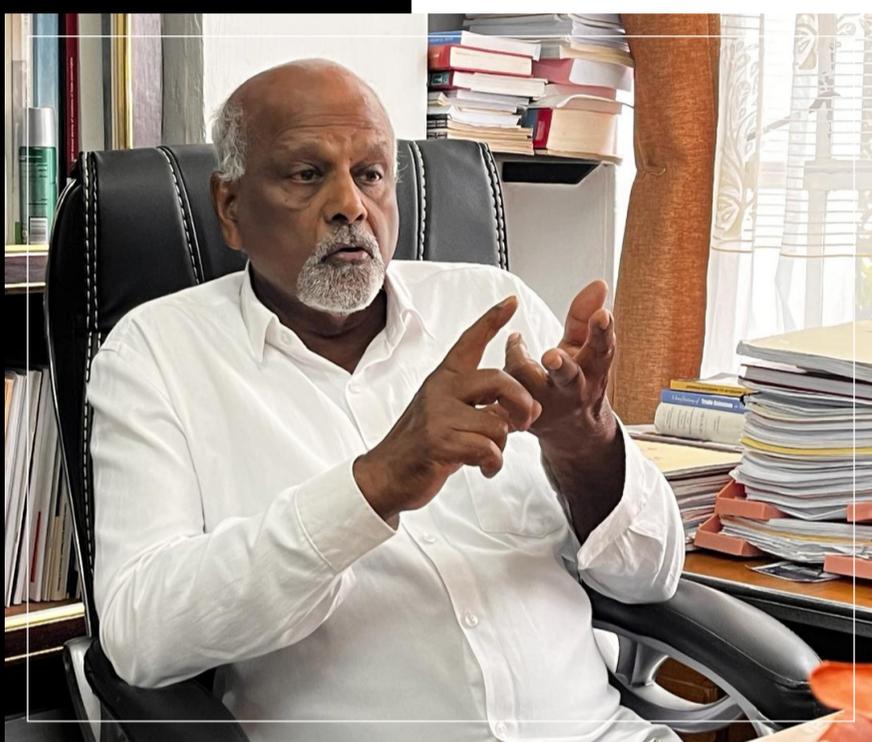
5 255 3635



SUNDAY
TIMES

Narendranath Gopee, syndicaliste

« La mauvaise utilisation des fonds publics relève d'une offense criminelle et doit être sanctionnée »



Il ne mâche pas ses mots et tout le monde en prend pour son grade : ministres inaptes, officiers irresponsables, nommés politiques incompetents... Narendranath Gopee, négociateur de la 'Federation of Civil Service and Other Unions' (FCSOU), dénonce le gaspillage des fonds publics qui se poursuit d'année en année, malgré les dénonciations du rapport de l'Audit. La solution, selon lui, réside dans l'introduction d'un cadre légal visant à sanctionner ceux trouvés coupables de mauvaise utilisation de ces fonds.

Propos recueillis par
■ Zahirah RADHA

Q : Le rapport de l'Audit a été rendu public cette semaine. Qu'en reprenez-vous surtout ?

À première vue, il me semble que c'est un bis repetita des années précédentes. Les mêmes ministères sont critiqués, les mêmes problèmes sont dénoncés, et le manque de planification est toujours décrié. Je suis sidéré par le manque de contrôle tandis que le gaspillage des fonds publics se poursuit.

Je tiens à rappeler que le 'National Audit Office' n'a pas la juridiction d'examiner les comptes et les dossiers des entreprises du secteur privé qui reçoivent de l'argent du gouvernement. Prenons l'exemple de la 'Mauritius Investment Corporation' (MIC) qui a bénéficié d'une injection à hauteur de plusieurs milliards de roupies du gouvernement, mais dont les comptes ne sont pas soumis à l'Audit sous prétexte que c'est une compagnie privée.

J'apprécie d'ailleurs que le rapport de l'Audit ait mentionné les compagnies d'État dans lesquelles le gouvernement a injecté de l'argent, mais dont il n'a pas eu accès aux comptes. Lorsque des 'statutory bodies' ou les 'government owned enterprises' sont réticents à soumettre leurs comptes, cela crée beaucoup de doutes quant à leur bonne gouvernance.

Q : Comment expliquez-vous le fait que ces problèmes persistent d'année en année ?

Ces problèmes persistent parce que les ministères et les officiers qui

sont visés ne sont redevables envers aucun comité. Aucune sanction ne peut être prise contre eux ou contre les ministres concernés.

Q : Que proposez-vous pour tacler ces problèmes récurrents ?

Je préconise la création d'un ministère qui se chargera d'assurer que les normes de bonne gouvernance et que l'implémentation des projets soient suivies. Ce ministère devra aussi être doté de pouvoirs lui permettant de prendre des actions contre les récalcitrants.

Q : Êtes-vous donc en faveur des sanctions contre des fonctionnaires ou même des ministres qui ont fauté dans l'exercice de leur travail ?

La mauvaise utilisation des fonds publics relève, selon moi, d'une offense criminelle. Elle doit ainsi être criminalisée. Ce n'est ni plus ni moins qu'un blanchiment d'argent qui se fait de façon légale. Il doit y avoir un système de 'checks and balances' pour accuser et sanctionner des ministres ou des officiers qui sont responsables de la mauvaise gestion des fonds au sein des ministères.

Q : Un tel mécanisme ne devrait toutefois pas s'arrêter au rapport de l'Audit uniquement, sachant que le système de 'procurement' est aussi source de pas mal de scandales, n'est-ce pas ?

Tout à fait ! Il faut que le comité parlementaire qui se penche généralement sur le rapport de l'Audit soit doté de pouvoirs légaux qui lui permettent de prendre des actions contre ceux qui ont fauté. Ce qui n'est pas le cas actuellement, d'autant que le comité parlementaire tel qu'il existe ne peut même pas convoquer un ministre. Il faut que ce comité soit régi par un cadre légal qui lui permette d'agir comme un tribunal, avec des pouvoirs de sanctions. Je suis certain que cela apportera un changement en termes de gestion s'il est implémenté. Actuellement, les ministres et les responsables des ministères profitent grandement de l'absence de redevabilité et de sanctions.

Q : Avez-vous fait une telle proposition au gouvernement, surtout dans le cadre des consultations pré-budgétaires qui se poursuivent en ce moment ?

En termes de propositions pré-

budgétaires, nous nous concentrons davantage sur des mesures sociales qui seront bénéfiques à la population et aux travailleurs. Quant aux mesures visant à contrôler les dépenses gouvernementales, on les laisse entre les mains des responsables des ministères. Je pense néanmoins que cette suggestion doit faire l'objet de débats approfondis avec le ministre des Finances ou le Premier ministre lui-même. Pourquoi ce dernier ne met-il pas sur pied un comité national réunissant le Secrétaire au Cabinet et chef du service civil, les fédérations et la société civile pour discuter et faire des recommandations visant à combattre le gaspillage des fonds publics ? La situation est, je le répète, très grave, car le système actuel engendre un 'legal money laundering'.

Q : Au-delà du gaspillage des fonds publics et des scandales, comment évaluez-vous la situation sociale dans le pays ?

Maurice a perdu son ancrage. Il n'y a plus de repères dans le pays. Quand j'étais enfant, on respectait les aînés et nous vivions tous en harmonie, toutes communautés confondues. Cela n'existe malheureusement plus aujourd'hui. Le problème découle surtout du mauvais système d'éducation. Je trouve aberrant qu'une ministre de l'Éducation puisse nous dire qu'elle est satisfaite bien que seulement 2% des élèves ont réussi au 'Extended Stream' alors que 98% ont échoué. C'est une faillite totale de notre système d'éducation !

Que trouve-t-on ensuite sur le plan social ? Vagabondage, vols, viols, meurtres... D'où viennent ceux qui les commettent ? Ils font partie de ces 98% d'élèves qui ont échoué à ces mêmes examens. Pouvez-vous imaginer qu'environ 3000 jeunes sont jetés en pâture après le grade 9 sans aucune considération pour leur avenir ? C'est là qu'émergent de jeunes toxicomanes et criminels. Donc pour moi, il ne fait pas de doute que la dégradation de notre plan social résulte de la faillite de notre système éducatif à partir de 2014.

Q : Qu'est-ce qui explique cette faillite de notre système éducatif ?

Il y a un gros problème. Selon la section 5 de l'Education Act, provision est faite pour un 'National Education Council'. Celui-ci

est responsable de l'Education Policy' du pays à long terme, indépendamment du gouvernement qui est en place. Or, à Maurice, chaque nouveau ministre vient avec son propre système d'éducation. Il n'y a pas de continuité. *Leela Devi Dookun-Luchoomun pa koné mem ki système l'éducation li pe kozé ! Fine tire nom 6^{me} fine appel li PSAC. Forme 3 ine vine 9^{me}.* Mais qu'est-ce qui a changé concrètement puisque le système est resté pareil ? Le plus aberrant, c'est qu'un élève qui a échoué au grade 9 est appelé à faire un an supplémentaire en *Extended Stream*, en suivant le même *curriculum*. Or, s'il a échoué, c'est justement parce que ce *curriculum* n'est pas adapté à ses besoins et capacités. Par contre, la tenue des examens nationaux après le grade 9 était bien accueillie puisqu'ils devaient ensuite mener ceux qui n'avaient pas réussi vers des créneaux techniques. Ils ne devaient ainsi pas être expulsés du système éducatif.

Q : Le système éducatif est-il en partie responsable de l'exode de nos jeunes talents ?

La qualité d'une société dépend de la qualité de son éducation. Tout

ce qu'on voit aujourd'hui, je le répète, résulte de la qualité de notre éducation.

Q : Puisque vous parlez beaucoup de changement de société, de gestion et de gouvernance, quels sont, selon vous, les principaux enjeux pendant cette année électorale ?

N'importe quel gouvernement qui viendra, qu'il soit celui de Navin Ramgoolam ou de Pravind Jugnauth, devra impérativement mettre un frein aux bribes électorales comme on en voit à outrance actuellement. *Gouvernement pe défonce la caisse pe donné ene derrière lot. So Rs 20 000 pou bane jeunesse, so Rs 2000 par MRA, so pension vieillisse ki pe augmenté en flèche quand nou pays pena auken ressources...* Le pays est totalement déficitaire. Un économiste ayant déjà exercé à la Banque de Maurice dans le passé a eu les mots exacts pour qualifier la situation économique dans un récent entretien de presse. « *If we get any global shock, Mauritius is sitting naked with no savings and too much debt to defend itself* », a-t-il dit avec raison. Aujourd'hui, on ne fait plus que du « *virtual patchwork* ». *Ena ene ti trou la, colle li, saem tou.* Ce qu'il nous faut,

c'est un changement à la tête de toutes les institutions clés du pays car il n'y a que des incompetents qui y siègent.

Q : Qu'en est-il des nominations ?

Il faut que le gouvernement vienne avec une *'Parastatal Service Commission'*. Cela figure d'ailleurs dans mes propositions budgétaires. Elle sera chargée d'assurer la discipline et de faire les nominations, les recrutements et les promotions. Ces responsabilités ne devraient pas être laissées aux boards. Il y a déjà trop de pouvoirs qui sont concentrés entre les mains des ministres et du Premier ministre. *Akoz sa ki tou devire enbalao parski la politique ki pe rentre dans tout.* Dès que la politique fait intrusion dans les institutions, leur faillite totale est assurée. Air Mauritius en est l'exemple parfait.

Q : Quid des autres enjeux ?

Il faut freiner l'ingérence politique dans les institutions. Nous avons aujourd'hui à la tête du ministère du Service civil un ministre qu'on n'entend jamais. Idem pour le *Secretary for Public Service*. Nos institutions se sont affaiblies à cause de la politique à outrance.

Q : Faut-il donc un changement de politique pour changer le système actuel ?

Je laisse la politique de côté puisqu'elle est devenue plus que sale, surtout quand on voit ce qui s'est passé dans le contexte électoral de 2019 avec le crime, la façon dont les *procurements* ont été faits et l'utilisation outrancière de l'argent sans aucune notion de redevabilité. Pour avoir un changement à la tête du pays, il faut qu'il y ait des politiciens propres, intègres et honnêtes qui prennent des décisions dans l'intérêt de la population dans son ensemble, et non pas basées sur des considérations communales ou autres.

Si on veut amener un changement dans la gestion des institutions, il faut que le *'Public Service Bill'* soit adopté. *Bizin arrêter ki bane ministres arrête fout zot néné dans kitsoz ki pas concerne zot.* Ce projet de loi apportera des changements concrets dans la fonction publique. Il donnera peut-être même le courage aux officiers responsables « *to bring their ministers to task* », surtout lorsqu'il s'agit des instructions, puisque celles-ci qui devront alors être faites par écrit, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui.

Centre Culturel Tamoul Sundaram Valayden :

« Pas question d'aller à Cote d'Or »

Le récent débat autour des terres initialement allouées au *'Mauritius Tamil Cultural Centre Trust'* (MTCCT) et à l'*Indo Mauritian Catholic Association'* (IMCA) durant la PNQ du mardi 02 avril 2024 soulève des préoccupations légitimes quant à la justice sociale et à la consultation communautaire. Lorsque le leader de l'Opposition, Xavier Luc Duval, a soulevé cette question auprès du ministre des Terres et du Logement, Steven Obeegadoo, il cherchait à clarifier si la parcelle serait rendue au (MTCCT) et à l'IMCA, et quelle compensation serait prévue si le terrain était alloué à d'autres développeurs.

Dans sa réponse, le ministre a indiqué que le gouvernement avait proposé à ces organisations de déménager vers un nouveau site, identifiant un terrain à Côte-d'Or pour la construction du centre culturel. Cette décision, cependant, a été prise sans consulter la communauté Tamoule, ce que Sundaram Valayden du groupe Veeram qualifie d'aberrant. Il critique également le gouvernement pour son manque de planification et son timing suspect, intervenant uniquement à l'approche des élections. De plus, il exprime sa déception quant aux actions du gouvernement, qu'il perçoit comme visant à marginaliser la communauté tamoule, tant dans

le domaine de l'éducation que de la culture. Il invite le gouvernement à prendre exemple sur des pays comme l'Australie, le Canada et les États-Unis, où des mesures ont été prises pour préserver et respecter la culture tamoule.

Concernant le choix de Côte-d'Or comme emplacement du centre culturel, Sundaram Valayden soulève des préoccupations légitimes quant à son adaptabilité. Il met en avant les limites pour les activités culturelles telles que le Bharatnatyam, particulièrement sensible à l'humidité, ainsi que pour le stockage des instruments de musique. Il préconise une consultation plus large au sein des associations concernées avant de prendre des décisions.

Enfin, il critique le gouvernement pour son manque d'engagement financier préalable envers les centres culturels, soulignant l'opportunisme électoral dans cette affaire. Le groupe Veeram, quant à lui, se positionne en tant que défenseur des droits et de la justice pour la communauté tamoule, et estime qu'il est essentiel que le gouvernement reconsidère ses actions et engage véritablement le dialogue avec la communauté Tamoule pour garantir une approche juste et respectueuse de sa culture et de ses besoins.

Air Mauritius

Des passagers musulmans dénoncent le manque de considération à bord du vol MK0289, en co-sharing avec Emirates

Des passagers musulmans qui voyageaient à bord du vol MK0289/EK3477 reliant Antananarivo à Maurice avant de prendre un vol en correspondance (co-sharing) d'Emirates Airlines dénoncent le manque de considération auquel ils ont fait face le 25 mars dernier. Ils disent avoir été confrontés à un traitement humiliant et dégradant alors qu'ils observaient le jeûne du mois béni de Ramadan. Ils expliquent ainsi avoir fait une demande respectueuse au commandant de bord pour qu'il annonce le coucher du soleil afin de permettre aux passagers de rompre leur jeûne. Or, ils se sont heurtés à un non catégorique.

La réponse méprisante et le manque total de considération du commandant de bord ont été perçus comme choquants. Il aurait répondu qu'il n'était pas disposé à le faire et que les passagers devaient rompre leur jeûne à l'heure de l'île Maurice ou de Madagascar. Cette attitude considérée comme insensible, combinée à l'absence de soutien adéquat du personnel de bord, a laissé les passagers musulmans dans une situation de détresse. D'autant que d'autres commandants de bord le font généralement sans aucun problème, disent-ils.

Il est également consternant de constater qu'aucun effort n'a été fait pour fournir



aux passagers concernés une boîte d'Iftar, une pratique courante sur de nombreuses compagnies aériennes pendant le Ramadan. Cette lamentable expérience révèle une défaillance majeure dans la formation et la supervision du personnel de bord d'Air Mauritius. Il est impératif que la compagnie aérienne prenne des mesures immédiates pour y remédier et garantir que tous les passagers, quelle que soit leur religion ou leur origine, soient traités avec le respect et la considération qu'ils méritent.

Il est également important que la compagnie Emirates, avec laquelle Air Mauritius partage ce vol (MK0289/EK3477), prenne conscience de l'incident et prenne des mesures pour éviter que de telles situations ne se reproduisent à l'avenir. Les passagers reliant ce vol à des destinations telles que Jeddah pour l'Umrah ou le Hadj méritent un service respectueux et attentionné, conforme aux normes les plus élevées de l'industrie aéronautique.

Hausse du prix des médicaments

Sahebodin Mosadeq : « Le gouvernement ne se soucie pas de la souffrance des consommateurs »

L'annonce de l'augmentation des prix des médicaments a provoqué des remous et un mécontentement généralisé parmi les consommateurs, notamment les personnes âgées qui peinent à joindre les deux bouts en raison de la hausse du coût de la vie. Il est de notoriété publique que les importateurs de médicaments ont une influence significative sur la fixation des prix, et qu'ils agissent en toute impunité en collaboration avec les autorités et le gouvernement pour augmenter les prix, au détriment des consommateurs. Cette situation perdure depuis des années, et le gouvernement ainsi que les autorités n'arrivent pas à mettre de l'ordre dans ce secteur.

Sahebodin Mosadeq, ancien président de la 'Consumer Advocacy Platform', déplore le manque d'action de la Commission de la concurrence pour réguler le marché des médicaments, soulignant que la mise en place du 'regressive mark up' n'a fait qu'aggraver la situation en favorisant la cupidité de l'industrie pharmaceutique et la complicité des importateurs. Il appelle à une nouvelle enquête pour déterminer si certains d'entre eux pratiquent la surfacturation des médicaments à l'importation, et dénonce également leur tendance à imposer des prix excessifs.

Gros profits

Sahebodin Mosadeq affirme que l'influence de personnalités dans cette industrie témoigne de leur intérêt pour la réalisation de profits considérables. « L'industrie pharmaceutique est malheureusement connue pour sa culture profonde de corruption, comme en témoignent des cas comme celui du Mediator en France, ou du laboratoire Ranbaxy en Inde », souligne-t-il. « Chez nous, nous avons été confrontés de manière flagrante à cette réalité pendant la crise de la Covid et lors du confinement », précise-t-il.

Par ailleurs, notre interlocuteur suggère que l'industrie n'est pas engagée dans l'aide aux populations. « Certains fabricants, avec l'approbation voire la complicité de certains importateurs nouvellement impliqués dans le lucratif monde pharmaceutique et avides de profits rapides, n'ont pas hésité à exploiter les gouvernements et, par extension, les contribuables », estime-t-il.

Achat de génériques

Il souligne également l'importance pour les consommateurs de prendre



conscience de la situation et de refuser l'exploitation, en demandant notamment des médicaments génériques et en exigeant un changement dans le régime d'importation. De plus, il critique le rôle de certains médecins influencés par les distributeurs-importateurs dans la surprescription de médicaments.

« Il nous faut aussi dénoncer le rôle que jouent certains médecins sous l'influence des distributeurs-

importateurs. La surprescription de médicaments pour les personnes âgées en particulier, dans beaucoup de cas, est une pratique courante. A quand une loi pour réguler la profession des représentants médicaux ? », demande l'ancien président de la 'Consumer Advocacy Platform'. Sahebodin Mosadeq fait ressortir que la réalité est que le gouvernement ne se soucie pas de la souffrance des consommateurs, car l'industrie pharmaceutique finance les campagnes électorales.

Jayen Chellum, de l'ACIM, insiste également sur les conséquences néfastes de l'augmentation des prix des médicaments pour les consommateurs, et plaide pour des solutions alternatives permettant d'obtenir des médicaments à des prix abordables. Il fait ressortir que certaines personnes ne veulent pas se procurer des médicaments dans les hôpitaux, et préfèrent les acheter dans les pharmacies. De ce fait, elles sont largement pénalisées en raison de la hausse des prix des médicaments. Il appelle à une table ronde pour discuter de cette question, une proposition que le gouvernement semble jusqu'à présent ignorer.

État des rues à Vallée-des-Prêtres

« Pas la veille élections pou vin coltar chemin », avertissent les habitants

Choquant et inacceptable ! C'est ce que disent les habitants face à l'état déplorable de la rue Capeyron Henri André, à Vallée-des-Prêtres. La chaussée est parsemée de nids-de-poule, obligeant les automobilistes à zigzaguer entre ces crevasses béantes. Les voitures peinent à circuler, et les résidents sont contraints de laisser leurs véhicules sur la rue de peur que les pneus n'éclatent à cause de l'état dégradé de la chaussée. Ces nids-de-poule représentent un danger réel pour les usagers, surtout lorsqu'ils sont remplis d'eau de pluie. En effet, par temps pluvieux, la situation devient encore plus périlleuse pour les usagers.

Trois mois se sont écoulés depuis le passage du cyclone Belal, et les autorités n'ont toujours pas pris en charge ce problème, malgré les alertes répétées des résidents et les constats effectués sur place. Les membres du gouvernement semblent ignorer délibérément la situation, laissant les habitants dans l'impasse. Ces derniers affirment avoir signalé leur problème à maintes reprises, en vain. Ils ne savent plus à qui s'adresser. « Zot finn vin guette problem la mais zot pa finn fer narien depi zordi », déplorent-ils.

Les habitants pointent du doigt la mauvaise qualité de l'asphalte utilisée pour les travaux, qui se dégrade très rapidement. « Il est grand temps de refaire complètement l'asphaltage de cette rue avec des matériaux de qualité, plutôt que de remplir les trous avec du goudron qui se casse à chaque fois », indiquent les habitants exaspérés.

Ils lancent un appel pressant aux autorités : si celles-ci ne sont pas en mesure d'intervenir rapidement, les habitants envisagent d'asphalter eux-mêmes la rue, par leurs propres moyens, car ils ne peuvent plus tolérer cette situation, surtout à la veille de la fête de l'Eid Ul Fitr.

Salima, âgée de 70 ans et résidant dans cette rue, explique qu'elle ne peut



même pas sortir de chez elle pour faire une simple marche de cinq minutes, tellement l'état de la rue est déplorable. « Je suis malade et j'ai peur de me blesser en marchant sur ces énormes nids-de-poule », confie-t-elle.

Jessen, un jeune homme, déplore le fait qu'en 2024, une telle situation soit encore possible. « Il est désolant de constater qu'à Maurice, malgré les avancées en matière de modernisation, des lacunes persistent dans le développement des infrastructures », dit-il.

Les habitants appellent les autorités à agir



rapidement pour résoudre ce problème et les mettent en garde contre toute tentative de commencer les travaux à la veille des élections pour tenter de les amadouer. « Pas la veille élections pou vin coltar chemin zis pou montrer dimun ki travail la in faire... Sa pa li sa », avertissent-ils.





HAMMERSMITH MANAGEMENT LTD

Fondée en 2022

Licenciée et régie par la FSC

C'est le 10 août 2022 que Hammersmith Management Ltd a vu le jour. Régie par la Financial Services Commission (FSC), cette société de gestion (management company) s'est forgée, malgré son jeune âge, une solide réputation dans le domaine du service financier. Disposant d'un portfolio déjà impressionnant en termes de clients et de prestations offertes, elle ne compte pas s'arrêter en si bon chemin et entend poursuivre son ascension fulgurante pour s'imposer comme un 'one-stop shop', que ce soit en termes de chargé de clientèle (client executives) ou d'administrateurs d'entreprise (corporate administrators).

Les locaux de Hammersmith Management Ltd se trouvent à la Hausse de la Louvière à Floréal. C'est donc dans la fraîcheur et le confort douillet d'une maison coloniale, entourée d'une végétation luxuriante, que la société de gestion accueille ses clients. Elle propose divers services, allant de la création de la structure d'entreprise à la gestion et l'administration de celle-ci, surtout pour le compte des particuliers à valeur nette élevée (high net worth individuals). Hammersmith Management Ltd compte d'ailleurs des clients exclusivement étrangers qui profitent du centre financier international de Maurice pour faire des affaires sur le plan global. Et ce, en respectant scrupuleusement les lois du pays et les recommandations du FATF.



À propos du CEO

Mohammad Sehzaad Peerbucus (FCCA, MIPA, MIOD)

Jeune, dynamique et affable, Mohammad Sehzaad Peerbucus est l'unique actionnaire de Hammersmith Management Ltd. Fort de son parcours, il dirige, en tant que fondateur et CEO, les activités de la société de main de maître. Il compte d'ailleurs une vingtaine d'années d'expérience dans le secteur de 'global business', tant comme comptable et administrateur que spécialiste en gestion financière. Détenteur d'une certification ACCA, il a auparavant occupé des postes de responsabilité au sein de diverses entreprises de renom, dont CITCO (Mauritius) Limited, NinetyEast Corporate (Mauritius) Limited et TrustLink Limited. Ce qui lui a permis d'acquérir une expertise pointue dans le 'business development' et la 'compliance', tout en développant ses compétences et son flair pour la gestion des affaires.

Marié et père de deux enfants de 8 et 3 ans respectivement, Sehzaad Peerbucus est l'aîné d'une fratrie de trois enfants. Étant issu d'une famille modeste de Castel, il a su conserver une profonde humilité, malgré son succès professionnel. Un succès acquis grâce à sa débrouillardise, son dur labeur et ses sacrifices. Ses études, il les a d'ailleurs faites tout en travaillant à temps partiel. Son inspiration, il la puise de son défunt père, Raffick Peerbucus, une figure jadis incontournable de Castel. Outre le fait d'avoir été le gérant d'un 'madrassah' pendant une bonne quarantaine d'années, ce dernier était aussi un travailleur social. C'est de lui que Sehzaad a hérité son âme généreuse et sa dévotion pour le travail social.

C'est non seulement pour respecter le vœu de son défunt père que Sehzaad s'investit à fond dans les activités caritatives, mais il tient également à honorer sa mémoire en faisant son travail de façon honnête et dans la droiture, comme il le lui conseillait toujours. Des précieux conseils qui sont sans doute la clé de la persévérance et de la réussite du CEO de Hammersmith Management Ltd.



Notre Vision

Être le porte-drapeau des solutions de nouvelle génération

Notre Mission

Fournir des services exhaustifs de haute qualité, en faisant gagner du temps à nos clients

Nos valeurs

- 👉 Transparence et intégrité
- 👉 Honnêteté
- 👉 Loyauté et travail d'équipe
- 👉 Soins et qualité
- 👉 Respect et égalité

Hammersmith Management Ltd

Adresse : 79, rue La Hausse de la Louvière, Floréal

Tél : +230 606 2800 - Mob : +230 5257 8182 / +230 5767 8188 (WhatsApp)

Email : speerbuccus@hammersmithmgt.com - Web : www.hammersmithmgt.com

Democracy Watch Mauritius

The Rwanda genocide started 7th April 1994, 30 years ago. Has humankind learnt the lesson? Consider Israel's action in GAZA today!

As a programme director with the United Nations, having worked in up to 110 countries of the world, the author considers his 2 missions to Rwanda in 1994 - just before and soon after the genocide - as by far the most difficult, revealing of the darkest side of human nature but also how hope is then regained.

THE EVENT: Genocide i.e. mass murder of 700,000 to 850,000 Tutsis and moderate Hutus by Hutu extremists in Rwanda. Radio Mille Collines of Kigali gave, in 1994, this MOST EXTREME of all instructions to militants: *"N'oubliez pas (de tuer) les femmes et les enfants"*. A definite objective to ELIMINATE another group of humans.

WHEN: Between April 7 and July 15, 1994.

PERPETRATORS: Hutu-led government and spontaneous militias called *Interahamwe* ("those who strike as one").

POSSIBLE CAUSES: Since 1973, President Juvenal Habyarimana, a Hutu, had run a totalitarian regime in Rwanda, which had excluded all Tutsis from participation and from power. That changed on August 3, 1993 when Habyarimana signed the Arusha Accords, which weakened the Hutu hold on Rwanda and allowed Tutsis to participate in the government. This greatly upset Hutu extremists.

On April 6, 1994, an airplane carrying President Habyarimana and Burundian president Ntaryamira was shot down (by whom is still not known for sure) on its descent into Kigali, killing all on board. Hutu extremists profited the most from Habyarimana's death. Within 24 hours after the crash, Hutu extremists had taken over the government, blamed the Tutsis for the assassination, and begun the slaughter.

As an environmentalist, I did identify (during a mission to Rwanda a few weeks before the massacre) the factor of over-population as a serious possible cause of major conflict as well as the non sharing of power by the President. When my delegation of 3 from UNEP met President Juvenal Habyarimana I took the courage (going beyond the terms of our mission) to ask him for RECONCILIATION, reconciliation as a condition for peace, for receiving much needed external aid. He replied *"quoi avec ces rebelles, ces....., jamais"*.

Another cause of scarcity of arable land laid in the Rwandan tradition of dividing family land into parcels amongst all children (an average of 6 to 11 children per family in many cases). The parcels

had grown smaller and smaller, below viable size. The argument of the *Interahamwe* to get ordinary Hutus to become killers of their Tutsi neighbours was that they would then be able to take their land. It seems to have worked, alas.

100 DAYS OF SLAUGHTER: Genocidal killings began the following day: soldiers, police and militia quickly executed key Tutsi and moderate Hutu leaders, then erected checkpoints and barricades and used Rwandans' national ID (identity cards) to systematically verify their ethnicity and kill Tutsi. These forces recruited or pressured Hutu civilians to arm themselves with machetes, clubs, blunt objects and other weapons to rape, maim and kill their Tutsi neighbors and destroy or steal their property.

The killings began in Rwanda's capital city of Kigali. The *Interahamwe* an anti-Tutsi youth organization established by Hutu extremists, set up road blocks. They checked identification cards and killed all who were Tutsi. One of the worst massacres was that of 5,000 people who had taken refuge in a Catholic Church in Kigali which was entered by force by the *Interahamwe* rioters who massacred every one including the priest who tried to stop them.

As the brutal killings continued, the world stood by, unable to intervene on time in this isolated hilly country (*le pays aux mille collines*). An estimated 100 000 soldiers/gendarmes would have been necessary to stop the slaughter, which lasted 100 days. The Rwanda genocide left 500,000 to 850,000 Tutsis and Hutu sympathizers dead, equivalent to half the population of Mauritius.

Once the killings started, RTL (Radio Télévision des Mille Collines) went beyond just espousing hate; they took an active role in the slaughter. The RTL called for the Tutsi to be 'cut down to size'. The most terrible uttering I've ever heard on a radio was this: *"N'oubliez pas les femmes et les enfants"*, as an instruction to the killers. This revealed the true nature of the event i.e. a genocide, meaning eliminating completely the Tutsi tribe.

LESSONS FOR MANKIND:

- Past happening in history are ignored. Consider the killing of 6 million Jews by Hitler in the 1940's, the gradual elimination of red Indians of North America and aborigines of Australia by the colonizers, the slave trade, the Biafra war of secession in Nigeria of 1966, which resulted in over 1 million deaths mainly by starvation, the gulags of Stalin etc etc The lessons of darkness in human history are not sufficiently known, not sufficiently learnt,



- Power which is NOT shared, which is *accaparer* entirely by one group at the detriment of others is a sure source of on-coming conflict. So is the ignoring the wisdom of the provisions enshrined in the Universal Declaration of Human Rights of UN (for example that which specifies the rights of all to political representation and participation)
- Internal divisions which label citizens of the same country as tribes or communities (in the case of Rwanda as Hutu or Tutsi, in Nigeria as Ibo, Hausa, Yoruba, that of the US as white/black/hispanics/other etc, that of Mauritius as H/M/GP/SM (fortunately soon a classification of the past!))

POSITIVE RESULTS: An enormous inter-agency solidarity by the UN, including us in UNEP, all aid organisations, food and medical aid, as well as from many governments immediately concentrated on Rwanda, started the re-building, the healing and the recovery process, after an event which no one was able to prevent.

After the tribunals for the perpetrators, there has been national reconciliation even cases of neighbours which escaped while their families were massacres meeting the killers to try and understand and to forgive. The Truth and Reconciliation Commission of South Africa, as lead by Nelson Mandela and Desmond Tutu, has gone a long way as a positive example for the rest of the world.

Rwanda itself as a country has rebuilt itself economically and politically, under the able leadership of Paul Kagame, with a huge participation of women in the political and economic life of the country.

IN THE WORLD TODAY: The 20th century witnessed 55 wars, two of them World Wars, leaving up to 100 million dead. The 21st century must be labeled the *century of peace*. But are we succeeding?

Israel specifically wants the West bank, East Jerusalem and Gaza where they are destroying all housing infrastructure, hospitals, schools, water and food supplies, thereby starting the elimination of the people of Gaza, men, woman and children. *"What is happening in the Gaza Strip with the Palestinian people has a few parallels in history. For example the Rwanda genocide and the pogrom when*

Hitler decided to kill the Jews." The UN Security Council, the ICJ, the EU, Egypt and other Arab states voiced their concern about a possible coming genocide of the people of Gaza by Israel. After almost 32,000 deaths. Nothing doing, Netanyahu and other Israeli leaders are pursuing their starving and elimination policy. We all, all countries, all peoples of the world have the duty to stop them, declare a ceasefire NOW and let rebuilding start!

Each country, each individual, must contribute to it. Our Republic is remarkable for its multicultural co-existence, for tolerance and for economic sharing: a true mini-united nations, an example for the world? But keep working at it is essential, so is education for peace and sustainability.

By Dr Michael ATCHIA
(Former United Nations Programme Director)
mklatchia@intnet.mu

Reference: Declaration on the Rights of Persons Belonging to National or Ethnic, Religious and Linguistic Minorities. UN General Assembly resolution 47/135 of 1992

Reaffirming that one of the basic aims of the United Nations, as proclaimed in the Charter, is to promote and encourage respect for human rights and for fundamental freedoms for all, without distinction as to race, sex, language or religion,

Reaffirming faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small,

Desiring to promote the realization of the principles contained in the Charter, the Universal Declaration of Human Rights, the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the International Covenant on Civil and Political Rights, the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the Declaration on the Elimination of All Forms of Intolerance and of Discrimination Based on Religion or Belief, and the Convention on the Rights of the Child.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Is there a big cover up by our government on the future of Agalega?

There is a general public perception of a big cover up by this government on the future of Agalega. This government has always got the tendency to mortgage or to sell the "family silver" which generally represents the ultimate earning as a last attempt to make up for their extravagance and mismanagement. After going through what has been published in the foreign press, especially in India, one is left spell-bound and that public perception is being reinforced today.

According to a news article published in 'The Indian Express' recently, India is actually doing a survey as to use Agalega as a surveillance base. The objective is to make Agalega a surveillance base for India. This base will be situated in the atoll of the islet that India hired sometimes ago from Mauritius. This press report specifies that though the Mauritian government never says a word about this matter, many sources reveal and affirm that progress is still being made on this project.

"The Indian Express" makes it clear that this Base of Surveillance will be complementary similar to the one installed by India at Madagascar. Besides, in his issue of July 18, last year 'La Lettre de L'Océan Indien' mentions that the Station or Base of Surveillance of the Indian Radar has started operating since the beginning of July in the north of Madagascar

The Authority concerned in Mauritius said that they are not aware of an indian project of that sort on Agalega. "Never heard such a thing", said the Prime Minister's Office. "As far as we know, there is nothing. If there were a project

we would have known or be made aware of it", said a spokesman from the Outer Island Development Cooperation (OIDC), responsible for the welfare of Agalega.

At the Foreign Affairs Ministry in Mauritius, there was no comment made to that effect. The same thing applies at the High Commission of India where no one says a word about such an Indian Project on Agalega. "We don't wish to comment a press article of any kind" was the diplomatic reply of the High Commission Office.

Last November, another indian paper namely 'The Times of India' has mentioned that an eventual concession in favour of the great Peninsula (India) exists. This paper even mentions that a lease is to be given to India on Agalega for a need to develop it for Tourism and Agricultural purposes "or for another strategic objective". "The Times of India" has taken great consideration to specify that "the offer made by Mauritius" is still under discussion.

Up to now the government of Mauritius, namely the Prime Minister's Office, has always denied that such a project exists. The Prime Minister has also denied this matter at the National Assembly. But the fact remains that foreign press, particularly Indian newspapers are still reporting about the progress of this project. Is there something being cooked-up behind our back?

Let us not forget that. The Indian government has also realized a hydrographic survey to determine which would be the best location in Agalega to facilitate the mooring.

Such an exercise, according to the government has never been made in Mauritius and would have cost between Rs 40 and Rs 100 million. "India has done it freely for us" declared a spokeswoman from the Foreign Affairs. "The Indian government has also expressed his desire to present a plan to develop some activities of economic nature on Agalega", we were told.

There is another project similar to the atoll one. Arcon, a South African Company has submitted a big project for the construction of a village resort in Agalega consisting 60 villas, 20 luxury apartments and 1 private clinic namely, a plastic surgery. This investment is about Rs 8.1 billion.

A delegation from Arcon was in Mauritius sometimes ago to assure a follow up of this project in hand which the dossier is at the Ministry of Housing & Lands. The consideration of the lease is under examination by the Ministry of Housing & Lands

There is confusion. A deliberate confusion! It is about time that both the government of India and the government of Mauritius come out with clean hands. Both India and Mauritius are supposed to be democracies. Therefore, we expect the two governments to make clear



By Dr Samuel Nicholas Duymun

statements to the world about their intention concerning Agalega. We don't want to convert that peaceful region to vulnerable one. We should not forget that countries like China, Pakistan, Iran, South Africa and others would not stand with folded arms as helpless spectators. The reaction will no doubt create a cold war in this otherwise peaceful region.

Eid-ul-Fitr

After a lunar month of fasting
People look for moon sighting
Anxiously, they look at the sky
But, if not visible again they try

What a great joy brings the moon
All fatigues disappear but soon
Houses and mosques are cleaned
Happily Eid changes the scene

But for the sick and orphans
The tragedy of life expands
With full of lingering pain
Why few joys do they obtain?

Enjoy eid with the famous biryani
But remember the poor Ghazaouis
What to eat, nothing is there found
Alas, Only grass soups there abounds

By Cassam Tupsy

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Eid-ul-Fitr

L'incontournable mehendi au rendez-vous

Qui dit célébration de l'Eid-ul-Fitr, dit également application de mehendi. Mehnaz Laloo, une Port-louisienne qui exerce comme une Mehendi Pro artiste depuis plus de 15 ans, nous explique que cet exercice est bien plus qu'une simple tradition. Pour elle, c'est un moment de réjouissance avec ses clients. N'ayant pas d'emplacement fixe, elle se déplace chez à leur domicile ou les accueille chez elle pour l'application du henné.

Elle souligne qu'environ trois ou quatre jours avant la veille de la fête de l'Eid, elle se prépare à appliquer le henné sur les mains et les pieds de ses clients. Selon elle, le henné revêt une importance culturelle et symbolique significative pour les Musulmans. « *Le mehendi est une tradition ancestrale suivie depuis longtemps. Il est souvent associé aux mariages et aux fêtes religieuses, et constitue un moyen*



pour les femmes d'exprimer leurs sentiments », dit-elle. « *Eid is not Eid without mehendi* », ajoute Mehnaz.

Designs variés

Cette année, la tendance est différente. Les designs de henné sont variés, incluant les styles gulf, mandala, marocain et floral. Selon elle, ses clients ont une préférence pour les designs gulf et marocain. Bien que de



nouveaux styles aient été introduits et soient à la mode, ils restent très demandés. Cependant, certains préfèrent également des designs simples et différents en fonction de leurs choix.

L'artiste explique qu'à partir de ce dimanche, elle commencera à

appliquer le henné et recevra de 10 à 15 personnes par jour pour mettre en valeur son art. Mehnaz souligne qu'elle a ses designs en tête et qu'elle n'a pas besoin d'un catalogue pour séduire ses clients avec ses belles créations. Elle indique que les prix commencent à partir de Rs 125, en fonction de la complexité des choix.

Message de l'Eid-ul-Fitr 2024

Atteindre la piété... Et après ???

Dans quelques jours, nous dirons adieu au mois béni de Ramadan, et nous méditerons sur la façon dont nos prières et dévotions pendant ce mois ont influencé nos attitudes, nos relations, nos corps, nos cœurs, nos esprits et nos âmes. Cependant, nous devons réaliser que la pertinence de l'Islam n'est pas déterminée par l'importance qu'en tant que 'fidèles' nous accordons à notre foi personnellement, mais plutôt par la façon dont notre foi globale répond aux réalités de notre époque.

Le Saint Coran est très précis sur l'objectif du jeûne durant ce mois béni.

« Ô vous qui croyez ! Le jeûne vous est prescrit comme il a été prescrit à ceux qui vous ont précédés afin que vous puissiez atteindre la piété (Taqwa). » 2 :183

Le jeûne est l'un des meilleurs moyens d'atteindre la piété. La piété, dans l'Islam, est un moyen de se rapprocher spirituellement d'Allah. Il renforce la croyance et permet au jeûneur de devenir un meilleur être humain. Étant donné que le jeûne est l'un des plus grands revitalisants de la piété, ce fut aussi un moment particulièrement propice pour raviver et augmenter nos prières. La piété est la conscience d'Allah. C'est le résultat de l'amour et la passion d'un individu pour son Créateur, sa religion et son Prophète Muhammad (SAW).

Certes, la piété raffermirait le musulman. Nos activités, qui ont contribué à nous

faire atteindre la piété, sont sans nul doute le jeûne, la prière du soir, la récitation du Saint Coran et écouter les sermons et les discours religieux qui sont une pratique courante au cours de ce mois. Ils ont tous pour but d'encourager les musulmans à réfléchir à leur vie et à leurs responsabilités personnelles, familiales et sociales.

Toutefois, on ne peut être insensible à ce qui se passe dans nos alentours. La violence envers les personnes âgées (comme l'assassinat de trois personnes âgées en moins d'une semaine), dans les rues, à l'école, dans les gares routières, les décès sur nos routes, malgré les efforts des ONG et des autorités, l'écart se creuse entre les riches et les pauvres, et l'augmentation des prix des denrées de base devrait tous nous interpeller.

En outre, la prolifération de la drogue demeure une menace pour l'harmonie familiale et la paix sociale. Tous les travailleurs sociaux s'accordent à reconnaître que les drogues constituent le premier facteur de la petite délinquance et de la criminalité. Fondamentalement, tous ces maux sociaux ont des dénominateurs communs, la perte des valeurs humaines et morales et le manque de respect de nos lois.

Outre-mer, il est triste de constater que le monde et certaines institutions internationales ne traitent pas tous les êtres humains de la même manière. Ils

sont indifférents dans certains cas et sensibles dans d'autres. Par exemple, concernant l'horrible génocide à Gaza, le monde reste muet, mais fait entendre sa voix dans d'autres cas similaires.

La guerre et la violence produisent des plaies particulièrement douloureuses partout, qu'elles soient en Europe, au Moyen Orient ou en Afrique. Combien de vies humaines détruites, de femmes rendues veuves, d'enfants qui perdent leurs parents et deviennent ainsi orphelins. Combien de destructions en quelques heures de ce qui a été parfois construit pendant des années, voire des décennies. Prions pour que le monde cesse avec cette politique de deux poids deux mesures et traite tous les humains de la même manière.

Donc, le musulman ne peut adopter une posture de spectateur face à quelque forme d'injustice que ce soit. Fortifié par sa piété, il est moralement obligé de faire tout ce qui est en son pouvoir pour combattre ces épreuves et l'injustice. Bien sûr, ce devoir s'accompagne de l'exigence de sagesse pour s'assurer que la tentative d'éliminer un mal ne se retourne pas contre lui et ne conduise pas à un plus grand mal. L'activisme englobe à la fois des efforts individuels et collectifs.

Mais pour apporter un changement réel, il est nécessaire de travailler collectivement à une plus grande échelle

avec les autres composantes de notre société pour lutter contre les injustices systémiques, et pour instaurer des politiques visant à corriger les inégalités et à promouvoir la paix et l'harmonie. Face aux multiples problèmes familiaux et sociaux auxquels notre société est confrontée, il est légitime de se demander si nous n'avons pas besoin d'un plan pour le développement humain.

Enfin, après le renforcement de notre piété durant ce mois sacré du Ramadan, tous les musulmans devraient penser à travailler ensemble et à intensifier le dialogue social, en reconnaissant que c'est le seul instrument qui peut nous aider à sortir de la spirale sans fin des conflits et des multiples tensions qui traversent nos sociétés. Cela, afin que tous les peuples puissent vivre dans la sérénité et dans la paix, dans le respect réciproque et dans l'harmonie entre les diverses composantes de notre société.

Que l'esprit du Ramadan perdure pour toujours en chacun de nous. A l'occasion des réjouissances de l'Eid-ul-Fitr, je vous souhaite tous un 'Eid Mubarak'.



Par Bashir Nuckchady

L'importance de maintenir les relations familiales

Le mois du Ramadan tire à sa fin et dans quelques jours ce sera la grande fête de l'Eid-ul-Fitr. Les traditions seront certainement respectées et la plupart des gens se retrouveront avec leurs proches autour de l'incontournable repas de famille, le fameux 'briani', pour célébrer dignement la fin du mois de jeûne. L'Eid-ul-Fitr est certainement l'occasion des grandes retrouvailles. Dans le temps, quand on était enfant, nos parents nous encourageaient à aller saluer nos proches, faire un 'salaam' à nos oncles et embrasser nos tantes, et nous étions 'récompensés' par une petite somme d'argent, appelée 'Eidi'. Enfants, nous étions si fiers de recevoir cet argent. Nous comptions même les sous, et en faisant le compte, cette somme devenait assez intéressante parfois. Aujourd'hui cette tradition se perd lentement à une époque dominée par l'ère digitale et les Smartphones. Nombreux sont ceux qui font le Salaam de l'Eid par vidéo conférence (WhatsApp), ce qui est tout à fait acceptable si vos proches sont à l'étranger. Toutefois, cette pratique gagne du terrain chez ceux qui habitent à quelques pâtés de maisons

de chez nous. Hélas, oui ! Les relations familiales ont pris un grand coup depuis le confinement et la nouvelle ère technologique.

Mais il y a pire encore. De tout temps, il y a eu des disputes au sein de certaines familles, parfois pour des raisons banales, pour ne pas dire insignifiantes. Mais on se réconciliait avant l'arrivée du grand jour de l'Eid car on ne pouvait accepter l'idée de manger le 'Sewayn' sans notre frère, notre sœur ou quiconque avec qui nous nous étions brouillés. Nous pardonnions tout, on se faisait l'accolade et tout redevenait normal. On aimait pardonner pour Allah et faire plaisir à Son Prophète (PSSL), car on sait que notre Créateur n'aime pas les rancuniers au point de les exclure lors des grandes nuits de pardon que sont Laylatul Baraa'at et Laylatul Qadr.

Il est dommage de constater qu'aujourd'hui il y a encore des querelles qui restent tenaces. Personne ne veut céder pour ne pas 'perdre la face'. Vous verrez souvent que ce sont ceux qui ont le plus souvent tort qui sont les plus récalcitrants à faire le premier pas pour pardonner à leurs enfants, leurs parents,

leurs frères, leurs sœurs ou quiconque les a blessés. Et de plus en plus on voit que ces querelles sont causées à cause d'un héritage mal distribué, d'une alliance refusée, ou même par manque de considération ou de respect. C'est fou combien les gens sont devenus si susceptibles aujourd'hui, au point de préférer bouder et rester dans leur coin comme un enfant rebelle au lieu de pardonner et passer à autre chose. Les rancunes stupides et les querelles enfantines causent un tort immense à la communauté. Il faut réapprendre non seulement à cultiver les relations familiales, mais aussi à savoir comment les maintenir tout au long de la vie, et pas seulement pendant le temps d'une journée de fête.

Maintenir de bonnes relations avec les membres de votre famille fait partie de la Sunnah du Noble Prophète (PSSL) et des enseignements qu'il a prôné en mettant l'accent sur la sacralité des liens du sang.

Selon un hadith rapporté par Hazrat Bibi Aisha (RA), le Noble Prophète (PSSL) a dit : « Le meilleur d'entre vous est celui qui est le meilleur avec sa famille, et je suis le meilleur d'entre

vous avec ma famille. » [Tirmidhi - Sunan n°3895]

Dans un autre Hadith, le Messenger d'Allah (PSSL) a dit : « Le Croyant qui a la foi la plus parfaite est celui qui a le meilleur comportement, et les meilleurs d'entre vous sont les meilleurs avec leurs femmes. » [Tirmidhi, Riyad as-salihin n°278]

Hazrat Abou Hurayrah (RA) rapporte que le Prophète (PSSL) a dit : « Il n'est pas permis au musulman de s'écarter de son frère au-delà de trois jours. Celui qui s'écartere de son frère plus de trois jours et meurt, rentre dans le feu. » [Abou Dawood]

Que cette année soit donc l'occasion pour nous tous de nous retrouver avec nos proches dans un esprit d'amitié et de fraternité. Que nos relations familiales soient toujours joyeuses et harmonieuses. Nous prions Allah de nous donner la force de pardonner à tous ceux qui nous ont lésés. Nous gardons espoir qu'Allah accepte nos prières, nos jeûnes et nous pardonne aussi pour nos manquements. Eid Mubarak à tous.

■ Par Abdus Saboor Mohamed Saleh

Lamine Yamal ne veut pas participer aux JO de Paris



Dans une interview accordée au journal Mundo Deportivo, le jeune ailier du FC Barcelone Lamine Yamal a évoqué sa possible participation aux Jeux Olympiques de Paris avec l'Espagne.

Lamine Yamal s'est exprimé sur la possibilité de jouer avec l'Espagne à l'Euro-2024 puis aux Jeux olympiques, estimant qu'il n'est pas envisageable de participer aux deux compétitions. «Ce ne serait pas logique de faire les deux parce que, depuis que j'ai commencé, il

s'agissait de ne pas être surchargé et de jouer beaucoup, donc ça n'aurait pas de sens de faire les deux. Mais évidemment, si je dois participer.. vous jouez pour l'Espagne et c'est un rêve», a-t-il expliqué dans une interview donnée à Mundo Deportivo.

Toutefois, le jeune ailier de 16 ans a laissé cette question en suspens, affirmant qu'il serait disponible pour participer au tournoi de Paris si son pays était éliminé prématurément de l'Euro-2024 ou s'il ne jouait pas beaucoup de minutes : «Cela dépend

aussi du déroulement de l'Euro, mais je pense que la chose la plus importante serait d'être à l'Euro.» Enfin, interrogé sur son coéquipier Pedri, qui souffre aujourd'hui de diverses blessures pour avoir représenté l'Espagne à l'Euro 2020 puis aux Jeux olympiques par la même occasion, cumulant environ 70 matchs lors de la saison 2020-21, Yamal a déclaré que c'était l'une de ses préoccupations : «Il est un exemple de ce qui peut arriver, parce qu'il est le seul que je connaisse à l'avoir fait.»

Joao Félix a fait le point sur l'actualité du FC Barcelone et a envoyé un message à sa direction : il souhaite que Bernardo Silva débarque en Catalogne.

Ce jeudi, João Félix a donné une interview en direct sur la chaîne Twitch de Jijantes. Dans une atmosphère détendue, il a déclaré que s'il pouvait signer quelqu'un au Barça, ce serait son ami et compatriote Bernardo Silva. «Si j'étais Deco (directeur sportif du Barça, ndlr) pour un jour, je signerais Bernardo Silva, sans aucun doute. Qu'ils amènent Bernardo Silva, qu'ils l'amènent. Il est très bon, et en tant que personne, il est encore meilleur. Il me pose des questions sur Barcelone, il a de la famille ici. Il me demande comment ça se passe ici. Je lui ai dit que tout allait bien pour qu'il vienne (rires)», a-t-il dit. Rappelons que, tous les ans le nom de Bernardo Silva revient avec insistance du côté de Barcelone.

Puis il y a eu les questions sur son avenir, toujours flou puisqu'il est prêt jusqu'à la fin de la saison par l'Atlético de Madrid, et sur sa



Joao Félix : "Si j'étais Deco, je signerais Bernardo Silva"

volonté de porter le numéro 10 : «Porter le numéro 10 au Barça est une grande responsabilité. Cela a toujours été mon numéro préféré, mais je n'ai jamais pu le porter. Voyons si je peux rester et ce qui va se passer», a déclaré celui qui porte actuellement le numéro 14. La fameuse interview donnée à Fabrizio Romano cet été, dans laquelle il déclarait que son rêve d'enfant était de jouer pour le FC Barcelone, a également été évoquée. Une interview qui a certainement créé un fossé avec les supporters colchoneros et a précipité son départ, alors qu'il entretenait déjà une relation très

froide avec l'entraîneur Diego Simeone. «A propos de cette interview... J'ai des choses à dire, mais je ne peux pas encore...»

Bien évidemment, le natif de Viseu a été interrogé sur Lionel Messi et Cristiano Ronaldo : «Il y a quelque temps, il y a eu une confusion avec Cancelo, ce n'est pas une bonne idée de faire cela, nous ne devons pas comparer, nous devons profiter des deux, il ne reste plus beaucoup de temps. C'est très compliqué d'en choisir un, ils ont fait des choses que personne d'autre ne pourra faire».

Militao s'entraîne de nouveau normalement

Le défenseur central brésilien participe déjà aux séances d'entraînement collectif et va maximiser ses chances pour essayer d'être disponible pour le match retour contre Manchester City en quarts de finale de la Ligue des champions.

Le Real Madrid est revenu à l'entraînement après deux jours et demi de repos et a commencé à préparer le match aller des quarts de finale de la Ligue des champions contre Manchester City lors d'une session en soirée, avec seulement les absences des blessés Thibaut Courtois et David Alaba, tandis qu'Eder Militao s'est entraîné avec un nouveau 'look' après son retour. Alors que le Real Madrid a complété mercredi soir la première des six séances d'entraînement prévues pour préparer le premier chapitre des quarts de finale de la Ligue des champions, son adversaire, Manchester City, disputait le premier des deux matchs précédents menant au match au Santiago Bernabéu.



Carlo Ancelotti, l'entraîneur du Real Madrid, a pu accorder deux jours et demi de repos à ses joueurs après la victoire en championnat contre l'Athletic Club dimanche dernier. Mercredi soir, ils ont repris l'entraînement avec une session légère mêlant travail avec ballon et tactique. Militao, qui est revenu sur les terrains dimanche dernier après 232 jours d'absence en raison d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche survenue lors de la première journée de LaLiga, a surpris avec une nouvelle coiffure à tresses.

Le défenseur central brésilien s'est entraîné avec ses coéquipiers en cherchant à améliorer quotidiennement sa condition physique pour gagner du temps de jeu. Militao ne figure pas dans les plans d'Ancelotti pour le match aller contre Manchester City le 9 avril, mais il pourrait recevoir des minutes lors du match de championnat contre le Real Mallorca pour évaluer ses chances de jouer le match retour à l'Etihad Stadium

La FIFA a informé au Conseil supérieur des sports que l'organisation de la Coupe du Monde 2030 ne présente aucun danger pour l'Espagne. Malgré les nombreux scandales liés à la RFEF, le pays accueillera une partie du tournoi, avec la tenue de plus de la moitié des matchs sur le sol espagnol.

Tranquillité. C'est le sentiment qui s'est instauré au sein du Conseil supérieur des sports concernant la Coupe du Monde 2030. Il y avait des craintes que les scandales de la Fédération espagnole de football n'interfèrent avec l'attribution, déjà résolue, de la Coupe du Monde 2030 à la candidature ibérique plus le Maroc. Cependant, il n'en sera pas ainsi. Selon les informations de 'COPE', ce jeudi, José Manuel Uribe, président du CSD, et Mattias Gröf, secrétaire général de la FIFA, se sont réunis. Ces deux institutions sont en contact permanent depuis les récents événements liés à la RFEF, qui pourraient éclabousser l'organisation du tournoi, ce que la FIFA a exclu.



La FIFA confirme que l'Espagne co-organisera le Mondial 2030

En fait, l'Espagne est assurée non seulement de sa présence en tant qu'hôte de la Coupe du Monde, mais aussi du rôle principal qui lui a été attribué dès le départ. L'instance dirigeante du football a assuré au CSD que plus de la moitié des matchs se dérouleront sur le sol espagnol. Ce qui n'a pas été divulgué, c'est des informations sur la finale. Le Maroc fait pression depuis un certain temps

pour accueillir le match décisif pour le titre, profitant également de l'instabilité à la RFEF. À tel point qu'il construira un stade à cet effet, le El Mansouria, dont les travaux débiteront en 2025. Pour l'instant, et logiquement, l'Espagne reste en tête des pronostics pour que la coupe se décide sur son territoire, même s'il n'y a pas de version officielle ou officieuse à ce sujet.



De Zerbi met la pression à Ansu Fati

L'entraîneur de Brighton, Roberto De Zerbi, a remis Ansu Fati sur les rails. Il a déclaré que lui et Valentín Barco devaient « améliorer leur condition physique ». En ce qui concerne le joueur appartenant au FC Barcelone, il a souligné que lorsqu'il montrera qu'il est prêt, il pourra jouer.

Roberto De Zerbi, entraîneur de Brighton & Hove Albion, a demandé à l'Espagnol Ansu Fati d'améliorer sa condition physique, expliquant ainsi pourquoi l'attaquant n'était pas inclus dans la sélection pour le

match contre Brentford. L'attaquant espagnol, prêté par le FC Barcelone jusqu'à la fin de la saison, était sur le banc de touche le week-end dernier contre Liverpool, sans jouer une seule minute, et a été exclu de la liste lors du match nul 0-0 contre Brentford mercredi.

«J'ai décidé que Ansu Fati et Valentín Barco ne seraient pas dans ce match. Je voulais qu'ils travaillent seuls et améliorent leur condition physique», a déclaré De Zerbi. La saison d'Ansu Fati à Brighton laisse beaucoup à désirer et en 26 matchs

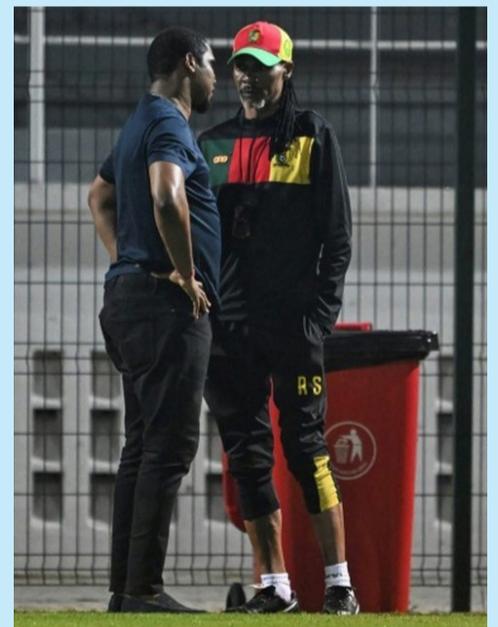
disputés, principalement en tant que remplaçant, il a marqué 4 buts et réalisé une passe décisive.

«Fati travaille très bien, mais j'ai des attentes différentes pour lui. Mon opinion sur lui n'a pas changé. Il est l'un des meilleurs talents au monde de son âge, mais il doit améliorer ses performances, sa condition physique et sa mentalité, car pour jouer en Premier League, vous devez être plus fort mentalement et physiquement. Quand il nous montrera qu'il est prêt, il pourra jouer avec nous», a expliqué l'Italien.

La Fédération camerounaise juge "illégal" le recrutement du nouveau sélectionneur

Le président de la fédération camerounaise de football, Samuel Eto'o, a écrit au ministère des sports pour dénoncer la nomination «illégal» du Belge Marc Brys comme nouveau sélectionneur des Lions Indomptables.

«La fédération camerounaise ne peut reconnaître ces nominations faites en dehors de tout cadre légal et réglementaire», a déclaré mercredi Samuel Eto'o, meilleur buteur de l'histoire des Lions Indomptables, dans une lettre rendue publique. La Fecafoot a déclaré qu'elle regrettait de ne pas avoir été impliquée «de près ou de loin» dans le processus de sélection du nouveau sélectionneur et de son staff. Elle a déclaré que cet acte allait à l'encontre d'un décret présidentiel relatif à l'organisation des équipes nationales de football du Cameroun, qui spécifie que la Fecafoot est responsable de leur gestion.



La fédération a déclaré qu'elle n'avait pas reçu de réponse à sa liste de candidats proposés, exprimant sa «grande surprise» mercredi face à ce qu'elle a qualifié de décision «unilatérale» du ministère des sports de nommer Marc Brys, 61 ans, la veille. Le Belge, qui a entraîné plusieurs clubs en Belgique, aux Pays-Bas et en Arabie Saoudite, succède à Rigobert Song, dont le contrat n'a pas été renouvelé par Eto'o après l'élimination du Cameroun en huitièmes de finale de la CAN 2024. Brys est le troisième Belge à prendre la tête du Cameroun. Le dernier était Hugo Broos, qui a conduit le pays à sa cinquième CAN en 2017. Le Cameroun reprendra sa campagne de qualification pour la Coupe du monde 2026 en juin. Il est actuellement en tête du groupe D, après une victoire sur l'île Maurice et un match nul à l'extérieur contre la Libye.



**Franc Artiga :
"Pau Cubarsi peut
devenir un leader"**

L'ancien entraîneur des jeunes du Barca, Franc Artiga, a salué la montée en puissance de talents tels que Pau Cubarsi, mais a mis en garde Xavi.

L'ancien entraîneur des jeunes du FC Barcelone, Franc Artiga, qui entraîne le club russe de Rodina, est ému lorsqu'il parle de La Masia et de sa dernière sensation, Pau Cubarsi. Après 11 ans passés dans le centre de formation du Barça, il approuve le fait de confier le rôle de leader à un jeune joueur, mais pas celui d'exiger qu'il remporte la Ligue des champions. «On peut confier le rôle de leader à

un jeune de 17 ans. On ne devrait pas, mais on peut. Mais sans les exigences de gagner la Liga ou la Ligue des champions», a-t-il déclaré à EFE au centre d'entraînement de son club à Moscou.

«Je suis très enthousiaste quand je regarde Cubarsi jouer. C'est fou. Il y a des joueurs comme Lamine Yamal qui, quand ils arrivent au club, ont déjà cette aura de grands joueurs. Mais quand c'est un défenseur central, ça passe un peu plus inaperçu», explique celui qui a entraîné des talents comme Ansu Fati, Dani Olmo et Xavi Simons.

Artiga s'est également exprimé sur Ansu Fati, l'une des pépites issues de la Masia. «Il n'a pas eu beaucoup de chance avec les blessures, mais je ne doute pas que s'il a de la continuité, il est l'un des trois meilleurs joueurs que j'ai entraînés au club. Il n'a rien à voir avec Messi, mais si quelqu'un pouvait être le leader de l'attaque du club, ce serait Ansu», affirme-t-il. Artiga précise que c'était une grosse erreur de lui donner le numéro 10 lorsque Lionel Messi a quitté le club et pense que le club aurait dû retirer le numéro 10.

Le gardien de but du Real Madrid, Kepa Arrizabalaga, retournera à Chelsea en juin à la fin de son prêt avec le club espagnol, a confirmé le journaliste italien Fabrizio Romano.

Kepa Arrizabalaga a été prêté par Chelsea au Real Madrid à l'été 2023 afin de pallier l'absence de longue durée de Thibaut Courtois, victime d'une rupture des ligaments croisés avant même le début de la saison. Alors qu'il a démarré la saison en tant que titulaire, le gardien espagnol a, au fur et à mesure, perdu sa place au profit d'Andriy Lunin. L'Ukrainien a su saisir sa chance et grâce à ses bonnes performances, il a réussi à gagner la confiance de Carlo Ancelotti et de la direction du Real, qui a décidé de lui proposer une prolongation de contrat. Son



**Kepa va quitter
le Real Madrid**

actuel bail expire en 2025.

Avec le retour attendu de Courtois, et compte tenu des récentes performances de Lunin, le Real Madrid a décidé de ne pas conserver Kepa qui retournera ainsi à Londres en juin une fois sa période de prêt

terminée. Cependant, l'ancien gardien de l'Athletic Club ne devrait pas y rester longtemps en raison de l'importance de Robert Sanchez dans l'équipe, donc une décision devra être prise cet été entre le club et le joueur concernant son avenir.

**Luke Fleurs,
international
sud-africain, tué
dans une fusillade**

Le joueur de 24 ans des Kaizer Chiefs, Luke Fleurs, qui a représenté l'Afrique du Sud aux Jeux olympiques de Tokyo 2021, est décédé des suites d'une blessure par balle. Le jeune homme se trouvait dans une station-service lorsque des coups de feu ont été tirés sur lui.

Les mauvaises nouvelles nous parviennent d'Afrique du Sud. Luke Fleurs, âgé de seulement 24 ans, est décédé dans une banlieue de Johannesburg après avoir été abattu, selon les médias locaux. Luke Fleurs, joueur actuel des Kaizer Chiefs sud-africains, conduisait une VW Golf 8 GTI rouge lorsqu'il est entré dans une station-service. Alors qu'il attendait d'être servi, il a été confronté à deux hommes armés arrivant à bord d'une BMW Série 1 blanche, selon un porte-parole de la police locale cité par le 'Sunday World'.

«Les suspects l'ont menacé avec une arme et l'ont sorti de sa voiture. Ils lui ont ensuite tiré une fois dans le haut du corps», a expliqué le lieutenant-colonel Mavela Masondo. Après lui avoir tiré dessus, l'un des hommes est parti avec la voiture de la victime, suivi de son complice. Deux hypothèses sont avancées : il aurait résisté à un enlèvement ou à un vol de voiture et, par conséquent, sa vie lui a été arrachée.

**DONATE
WHEELCHAIR
Today**

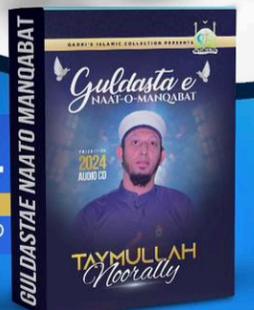
MAKE THIS RAMADAN 2024
MEMORABLE



FOR EVERY
RS.200/-
DONATE

GET AN ORIGINAL CD

DONATE YOUR:
ZAKAT OR PERSONAL DONATION
LETS MAKE A DIFFERENCE



SPEAK TO US: 52568532

THANKING EVERY SUPPORT SPONSOR WORLDWIDE.

Premier League

Manchester United vs Liverpool

Derby d'Angleterre : United défend sa réputation face à Liverpool

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à Old Trafford (Manchester) sera donné le dimanche 7 avril 2024 à 18h30. Avant la rencontre, Manchester United est classé à la 6ème place du Championnat d'Angleterre et Liverpool à la 1ère. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 195 fois depuis 1906, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester United le dimanche 17 mars 2024 (Cup - Quarts de finale : 4-3).

Suite à sa défaite 4-3 contre Chelsea en Premier League, lors de sa dernière rencontre, Manchester United essaiera de s'imposer cette fois-ci.

Lors du match précédent, Manchester United avait enregistré un taux de possession de balle de 44% et 19 tirs au but dont 5 cadrés. Du côté de Manchester United, les buts ont été inscrits par Alejandro Garnacho (34', 67') et Bruno Fernandes (39'). Dans le camp adverse, Chelsea, a obtenu 28 tirs au but dont 10 cadrés. Conor Gallagher (4') et Cole Palmer (19', 90', 90') a marqué pour Chelsea.

Manchester United n'a pas arrêté d'inscrire des buts, ayant marqué lors de cent pour cent de ses 6 derniers matchs. L'équipe a réussi à cumuler 10 buts durant cet intervalle et en a laissé filer 9.

Avant de se lancer dans cette rencontre, Manchester United n'est pas sorti vainqueur contre Liverpool au cours de leurs 2 dernières rencontres de championnat.

Liverpool se lance dans cette confrontation après avoir remporté la victoire face à Sheffield United sur le score de 3-1 en Premier League lors de son dernier match.

Lors du match précédent, Liverpool affichait un taux de possession de balle de 83% et 29 tentatives de tir au but dont 9 cadrés. Du côté de Liverpool, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont

Darwin Núñez (17'), Conor Bradley (58' But contre son camp), Alexis Mac Allister (76') et Cody Gakpo (90'). Dans le camp adverse, Sheffield United, a eu 5 tentatives de tir au but dont 3 cadrés.

Mettant en évidence leur prédisposition aux matchs avec plein de buts, les deux camps ont marqué à 27 reprises lors des six confrontations précédentes dans lesquelles Liverpool a joué, marquant une moyenne de 4.5 buts lors de chaque match. Sur ce total, les camps adverses en ont inscrit 9. En dépit de ces résultats, il faudra encore attendre pour voir si cette tendance va véritablement se poursuivre dans cette prochaine rencontre.

Avant de se lancer dans cette rencontre, Liverpool n'apas connu de défaite au cours de ses 2 matchs précédents de championnat en déplacement.

Si on observe leurs confrontations passées, en remontant jusqu'au 24/10/2021, on remarque que Manchester United a

gagné 2 fois lors de ces matchs, Liverpool a enregistré 3 succès et le nombre de nuls s'élevait à 1.

Énormément de buts ont été marqués durant ces matchs avec 26 en tout, ce qui fait une moyenne de 4.33 buts par rencontre.

L'entraîneur de Manchester United, Erik ten Hag, ne pourra pas faire jouer Luke Shaw, Tyrell Malacia et Victor Lindelöf.

L'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, ne dispose que de peu de ressources. Thiago, Rhys Williams, Diogo Jota, Trent Alexander-Arnold, Alisson, Stefan Bajcetic, Ben Doak et Joel Matip ne seront pas de la partie.

